

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Un an de sarkozysme...
et de mouvements sociaux

- Offensive socialiste -

Date de mise en ligne : samedi 17 mai 2008

Démocratie & Socialisme

Le mouvement social suit le rythme de l'acharnement gouvernemental : universités, lycées, retraites, code du travail démantelé, modernisation du contrat du travail ; lycéens et caissières en grèves., pouvoir d'achat en berne. Les cibles sont méthodiquement choisies. Les attaques sont menées avec prudence mais détermination.

En dépit de affinités plus ou moins déclarées de certaines organisations étudiantes avec le gouvernement, le mouvement pour l'abrogation de la "loi Péresse" avait uni étudiants et lycéens dans un mouvement unitaire. Cette loi programme la privatisation, inavouée par le ministre de la tutelle, de l'Université française et instaure de facto une concurrence renforcée entre elles. Outre la suppression graduée des matières pour l'épanouissement collectif, autrement dit pour se forger une pensée critique, elle institue la mise en place déguisée d'une sélection discrétionnaire à l'inscription et une dépendance progressive de celle-ci aux financements privés.

Cette fois, et victimes d'une répression policière scandaleuse, ce sont les lycéens qui battent le pavé contre la réforme du secondaire. Notamment des filières pro dont les suppressions en vue : du BEP, de l'obtention du Bac pro en 3 ans, au lieu de 4 auparavant ; des filières ES "pas assez rentable pour le gouvernement" ; de 11 à 12 000 postes d'enseignants. Suppression en vue, mais là, avec beaucoup plus de prudence, du Bac général dans sa forme actuelle qui lui "n'est pas assez vendeur aux entreprises". Et pour financer tout cela le pouvoir en place consent des aides fiscales pharaoniques (15 milliards Euros), à une minorité qui s'enrichit davantage sur le dos de la population laborieuse qui trime. On détricote la richesse de ceux qui n'ont rien (le service public) pour alimenter l'épargne de ceux qui ont tout. Comment justifier la mise à la porte de 11 à 12 000 enseignants qui dispensent leurs cours dans des classes souvent surchargées ? La lutte contre l'échec scolaire est le cadet des soucis du gouvernement. Ainsi, la réduction du temps nécessaire à l'obtention du bac pro ne servira t-elle pas à réduire par la même occasion les matières indispensables à l'épanouissement des élèves ? Cette réforme ne résulte pas du déficit budgétaire ou de la baisse du nombre des inscriptions, mais d'une logique comptable et d'un mépris des élèves.

Il faut enseigner le moins possible de matières susceptibles d'éveiller la curiosité et la conscience des élèves, mais faire tout pour qu'ils soient "opérationnels" à la demande du MEDEF.

Alors que l'unité des syndicats lycéens, étudiants et des travailleurs devrait être le ciment d'un mouvement d'ampleur contre le démantèlement des services publics, les attermolements et hésitations compromettent une lutte unitaire et massive, donc victorieuse. Sans quoi, aucune des attaques actuelles n'épargneront notre génération et celle à venir. Il n'y a que dans l'unité et la solidarité que la lutte est possible, pour défendre et préserver nos plus belles conquêtes sociales.

L'histoire l'a prouvé et démontré avec Mai 68. Les manifestations des étudiants et des travailleurs, les comités de grèves, dans les usines (Renault, les PTT...) occupées et bloquées par des rassemblements d'ouvriers. C'était 9 à 11 millions de manifestants, à travers tout l'hexagone. C'était une lutte collective et unitaire pour des droits sociaux et politiques légitimes.

40 ans plus tard, c'est le candidat de la droite dure à la présidentielle de 2007, qui provoque et vocifère violemment devant un parterre de 80 000 personnes conquises à sa cause qu'il "faut liquider [la mémoire et la conscience collective] de Mai 68". Devenu Président de la République, "bling-bling" veut mettre à genoux le salariat français, se croyant suffisamment légitimé par son score aux présidentielles. Pour ce faire il n'hésite pas avec son alter égo Fillon à attaquer de front les salariés sur les régimes spéciaux pour les aligner sur ceux du privé à 40 annuités de cotisations. Ils rempilent avec les 35 heures en les remettant en cause par des dispositions dérogatoires (loi TEPA) et la loi des 41 annuités.

Charité bien ordonnée commençant par soi-même, "bling-bling" ne se priva pas de multiplier par 2.3 son salaire (20 000 euros), pendant que le pouvoir d'achat en même temps que les salaires, en euros courant, chutent. Celui qui se voulait être le président du "pouvoir d'achat" n'est que celui des caisses vides et de l'augmentation programmée des bénéfices des grandes surfaces qui captent ce qu'il faut bien appeler une dîme seigneuriale sur les biens de première nécessité. Il fait l'apologie de la liberté de choisir, quand cette même liberté ne sert que les profits des plus puissants, dont il est juge et partie. Il est le président de la liberté du renard dans le poulailler. La loi de modernisation du contrat de travail en est la preuve concrète, donnant la possibilité à l'employeur et le salarié de rompre le contrat "de gré à gré" : une foutaise ! Comme si le rapport de force entre employé et employeur était basé sur l'égalité, comme ci c'était le salarié qui décidait de faire des heures supplémentaires. A-t-il oublié que le salarié est attaché par un lien de subordination nommé "contrat de travail", donc, il ne décide de rien, il subit par sa position. Preuve par les faits : le stress et la pression au travail sont un fléau meurtrier.

Ces mouvements sociaux sont méprisés par un gouvernement dont la seule habileté est l'esquive. Le mouvement de grève des caissières ne l'illustre t-il pas parfaitement ? Les caissières travaillent dans des conditions de travail désastreuses : cadence infernale pour salaire misérable. A l'heure où une poignée de privilégiés est grassement servie avec un CAC 40 à 105 Mrds Euros de bénéfices pour 2008, où des grands groupes croulent sous les bénéfices, où des milliards se négocient en une fraction de seconde et disparaissent celle d'après (mais jamais perdus pour tout le monde), des caissières luttent corps et âmes pour 0.90 centimes Euros d'augmentation du salaire horaire et un emploi en CDI à temps plein. De là à juger la situation moyenâgeuse...

Le temps de la rigueur salariale doit cesser. Il est du devoir de la gauche de porter et défendre cette revendication pour une augmentation générale de tous les salaires et le SMIC à 1500 Euros net, c'est plus qu'une urgence, c'est une nécessité absolue quand la pauvreté s'étend comme peau de chagrin en France. Quand on sait que les salariés français sont les champions du monde de la productivité horaire, il y a de quoi se dire que le patronat qui s'enrichit grâce à une telle excellence est redoutable mauvais payeur. Il y a cent fois plus de raisons de se révolter en mai 68, un soulèvement pourrait faire l'effet d'un séisme de grande magnitude ?

Tunjaï Cilgi, Animateur Fédéral 64